

Les femmes dans le commerce électronique : Tirer parti de la politique et de l'administration fiscales pour une croissance inclusive

29 AVRIL 2025 | 14h00-15h30 (CEST) | EN | FR | ES

Ce webinaire conjoint de l'ATI et du NTO abordera le thème général de la façon dont les régimes fiscaux actuels affectent les entrepreneuses dans le commerce électronique et les plateformes d'économie de partage.

Contexte

Le commerce électronique, le travail à la demande et la finance numérique ont bouleversé notre façon de vivre, de travailler et de faire des affaires. Le commerce électronique et l'économie collaborative transforment les entreprises, tandis que les cryptomonnaies et la finance numérique offrent des opportunités intéressantes pour l'inclusion financière. Pour de nombreuses femmes et d'autres groupes vulnérables de multiples pays en développement, ces procédés, ainsi que les technologies mobiles, ouvrent de nouveaux horizons à l'esprit d'entreprise et à l'inclusion économique. Les données de la Société financière internationale (SFI) et d'autres partenaires de développement révèlent une présence accrue des femmes dans le commerce électronique: plus de 50% des vendeurs sur des plateformes de premier plan, comme Jumia au Nigeria et au Kenya, sont ainsi des femmes.¹ En Asie du Sud-Est, les femmes représentent jusqu'à 40% des travailleurs à la demande et des plateformes numériques, en particulier dans les microentreprises et les secteurs informels.² Cela étant, ces technologies ne sont pas parfaites, et nous constatons que certains obstacles liés au genre persistent (risque élevé d'exclusion financière pour cause de connaissances lacunaires, risques de sécurité, accès limité aux appareils et à Internet). Par exemple, les femmes d'Asie du Sud et de certaines régions d'Amérique latine sont moins susceptibles de posséder un téléphone portable, d'utiliser Internet ou d'avoir accès à des plateformes de paiement numérique,³ ce qui limite leur capacité à participer de manière significative au commerce électronique. Les femmes entrepreneurs sont également souvent confrontées à des difficultés d'accès aux réseaux de soutien. Les politiques et l'administration fiscales ayant été conçus en grande partie à partir de modèles d'entreprise traditionnels, de nombreuses femmes se retrouvent sans les conseils ou les incitatifs dont elles ont besoin pour prospérer. Par conséquent, à mesure que ces secteurs se développent, les politiques fiscales doivent s'adapter pour garantir justice, équité et inclusion.

Au-delà des obstacles à l'accès, les régimes fiscaux et réglementaires genrés désavantagent souvent les entreprises numériques dirigées par des femmes. De nombreuses femmes exercent leur activité à petite échelle, de manière informelle ou à domicile, et ne s'inscrivent pas parfaitement dans les cadres fiscaux existants. Des conseils peu clairs, des frais de mise en conformité élevés et des procédures d'enregistrement complexes dissuadent les femmes de régulariser leurs entreprises.⁴ En outre, la charge de travail non rémunéré supportée de manière disproportionnée par les femmes rend encore plus difficile le respect de procédures fiscales rigides.⁵ De nombreux régimes fiscaux ne tiennent pas compte des questions de genre et, en conséquence, négligent les opportunités d'utiliser la politique fiscale pour soutenir l'inclusion des femmes dans l'économie numérique. L'élaboration de politiques fiscales sensibles au genre doit prendre en compte les différents besoins des femmes. Ainsi, des pays comme le Rwanda, le Kenya, le Mexique et l'Indonésie mènent des réformes en ce sens (régimes fiscaux simplifiés pour les micro-entreprises, campagnes d'éducation ciblées, évaluations de l'impact sur l'égalité des sexes dans la conception des impôts). L'expérience des pays qui ont su progresser devraient servir d'exemple aux autres.

1. Société financière internationale (SFI), Women and E-Commerce in Africa, 2021.

2. OIT, Emploi et questions sociales dans le monde: le rôle des plateformes numériques dans la transformation du monde du travail, 2021.

3. GSMA, The Mobile Gender Gap Report, 2023.

4. ONU Femmes, Gender and Taxation: Improving Equity and Compliance, 2022.

5. ONU Femmes, Progress of the World's Women 2019–2020: Families in a Changing World, 2019.

Objectifs de l'évènement

La Déclaration 2025 de l'ATI promeut l'égalité entre les sexes ainsi que des politiques et une administration fiscales équitables. En conséquence, et afin d'établir des « systèmes fiscaux qui sont au service du peuple et font avancer les Objectifs de développement durable », l'Addis Tax Initiative (ATI) tend vers l'Objectif 5 de l'Agenda 2030, qui appelle à garantir l'égalité entre les sexes et autonomiser les femmes dans tous les aspects de la vie. L'ATI et ses membres soutiennent les mesures de réforme qui améliorent l'équité des régimes fiscaux, réduisent les inégalités et favorisent le contrat social. De même, le Réseau des organisations fiscales (NTO), dans le cadre de ses efforts de renforcement des régimes fiscaux pour le bien-être des citoyens, incite à prendre en compte le genre dans les questions d'administration fiscale.

Compte tenu de ces engagements de l'ATI et du NTO, l'évènement cherche à explorer les convergences entre le genre, la numérisation et la fiscalité en réunissant des décideurs politiques, des administrateurs fiscaux, des plateformes de commerce électronique, des acteurs de la société civile et des chercheurs. Il mettra en évidence les difficultés et les opportunités que présente l'utilisation de la politique et de l'administration fiscales comme leviers pour soutenir la participation pleine et active des femmes au commerce électronique. Il présentera également des exemples concrets et des bonnes pratiques de différentes régions qui pourront guider les réformes futures. En abordant ce sujet d'actualité, il contribuera aux efforts visant à promouvoir l'avancement économique des femmes pour un développement socio-économique durable en soulignant le potentiel de transformation que représente l'intégration du genre dans l'espace numérique.

Ordre du jour

Heure	Élément de l'ordre du jour	Intervenant-e
5'	Accueil et introduction	Nana Akua Mensah , modératrice
5'	Observations préliminaires	Esther Koisin , présidente du Conseil du NTO et directrice exécutive de la Commonwealth Association of Tax Administrators (CATA)
10'	Présentation d'une experte	À quels défis les femmes sont-elles confrontées dans le commerce numérique en matière de politique et d'administration fiscales ? Jalia Kangave , chercheuse associée, International Centre for Tax and Development (ICTD)
50'	Discussion de groupe	<ul style="list-style-type: none">• Jalia Kangave, (ICTD)• Edward Abrokwah, directeur de politique fiscale, ministère des Finances du Ghana• Varsha Singh, commissaire générale, Seychelles Revenue Commission (SRC)• Pamela A. Clegg, vice-présidente pour l'Amérique latine, IVIX
15'	Q&R et discussion ouverte	Modératrice et intervenant-e-s
5'	Observations finales	Modératrice

Le webinaire aura lieu sur MS Team et durera 90 minutes. Il se tiendra en anglais et un service d'interprétation simultanée en français et en espagnol sera disponible.